IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

OBSERVATOIRE
politique et géostratégique des États-Unis

CARTOGRAPHIE DES COURANTS IDÉOLOGIQUES AU SEIN DU PARTI RÉPUBLICAIN

Camille Boulenguer / Chercheuse, IRIS

Février 2026

PRÉSENTATION DE L'AUTRICE

Camille Boulenguer / Chercheuse, IRIS

Camille Boulenguer est économiste, chercheuse à l'IRIS. Ses travaux se situent à la confluence entre l'économie industrielle et la fiscalité, et interrogent les imbrications entre économie légale et économie illégale (évasion fiscale, blanchiment d'argent, corruption). Ses thèmes de recherche se concentrent notamment autour des enjeux et de l'évolution des pratiques économiques illicites avec l'arrivée des nouvelles technologies (intelligence artificielle, cryptomonnaies, robotique).

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Dirigé par **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis vise à offrir un éclairage nouveau sur les évolutions contemporaines des États-Unis, en particulier sur leurs répercussions sur la coopération franco-américaine, l'Union européenne et le reste du monde.

L'Observatoire s'organise autour de plusieurs axes : la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de contenus vidéo, ainsi que l'organisation d'événements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

Parmi ses principaux partenaires académiques figurent **The Academy of Political Science**, fondée par l'Université Columbia de New York, **The Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program**, et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**.

---

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

Face à la recomposition accélérée du paysage politique américain depuis l'élection de Barack Obama, et plus encore depuis celle de Joe Biden, analyser la circulation des idées réactionnaires au sein du Parti républicain apparaît essentiel pour comprendre l'évolution de la vie politique outre-Atlantique. La cartographie des courants idéologiques au sein du Parti républicain que nous proposons souligne en effet une pluralité de visions qui partagent des objectifs communs – réaffirmer l'identité américaine, assurer la prospérité économique des États-Unis et maintenir les valeurs fondatrices américaines[1]– mais divergent profondément tant dans leurs imaginaires de référence, leur diagnose du présent, que dans les stratégies mises en œuvre pour accéder au pouvoir. S'ils reconnaissent largement que l'Occident ne peut plus projeter universellement ses valeurs, ces courants ne tirent pas tous les mêmes conclusions de ce constat.

Pour certains – notamment une partie des conservateurs chrétiens ou des post-libéraux – cette situation renforce la nécessité pour les États-Unis – dans un monde désormais perçu comme fondamentalement pluriel, fragmenté et multiculturel – de se reconnecter à leurs racines civilisationnelles et religieuses, dans une logique de restauration morale et culturelle. Cette perspective, qui s'inscrit dans la lignée des analyses de Samuel Huntington (1996, 2004), valorise l'idée selon laquelle chaque peuple doit pouvoir affirmer ses propres fondements culturels, sans prétention universaliste. La reconnaissance de cette spécificité culturelle est alors pensée comme une condition préalable à la puissance : un pays solidement ancré dans son identité serait mieux à même de se projeter sur la scène internationale. Cette perspective civilisationnelle rapproche ainsi ces courants de pensée de la Russie de Vladimir Poutine qui considère les liens culturels comme plus structurants que les alliances géopolitiques classiques (telles que l'OTAN), car ils assurent une continuité profonde au-delà des conjonctures stratégiques. La mondialisation est dans ce contexte l'origine du déclin économique et civilisationnel des États-Unis. L'intérêt national est alors redéfini en termes de prospérité économique, de défense des intérêts commerciaux (droit de douane) et de maintien de la primauté militaire et technologique des États-Unis. Cette vision rejoint les approches unilatéralistes en vogue dans les années 1990, qui conçoivent la politique étrangère américaine comme la défense de sa position de première puissance mondiale, notamment face à la montée en puissance de la Chine. D'autres segments idéologiques ne reposent pas

[1] Frédéric Marty et Thierry Kirat dans « L'originalisme des juges fédéraux américains ou l'établissement de fondements constitutionnels au libéralisme économique depuis les années 1970 », ont montré, dans leurs travaux communs sur l'originalisme constitutionnel, que la référence aux Pères fondateurs constitue une ressource idéologique disputée. Leur analyse souligne que l'originalisme, mobilisé par les juges fédéraux américains depuis les années 1970, a servi à légitimer un projet de libéralisme économique et à restreindre l'intervention de l'État. Ce constat met en évidence que les « valeurs fondatrices américaines » ne sont pas un socle neutre, mais un instrument de lutte symbolique : elles sont interprétées différemment selon qu'on adopte une lecture conservatrice (liberté individuelle, propriété, religion) ou progressiste (égalité, inclusion, élargissement des droits).

sur une valorisation du passé. Le libertarianisme autoritaire ou la néoréaction, par exemple, développent, nous le verrons, des imaginaires résolument futuristes, technophiles et élitaires, parfois explicitement anti-nostalgiques. Chez ces acteurs, la critique du déclin occidental ne conduit pas nécessairement à un retour aux traditions mais, plutôt à l'exploration d'alternatives institutionnelles radicales (gouvernance actionnariale, optimisation technocratique, décentralisation extrême), qui rompent avec les modèles historiques.

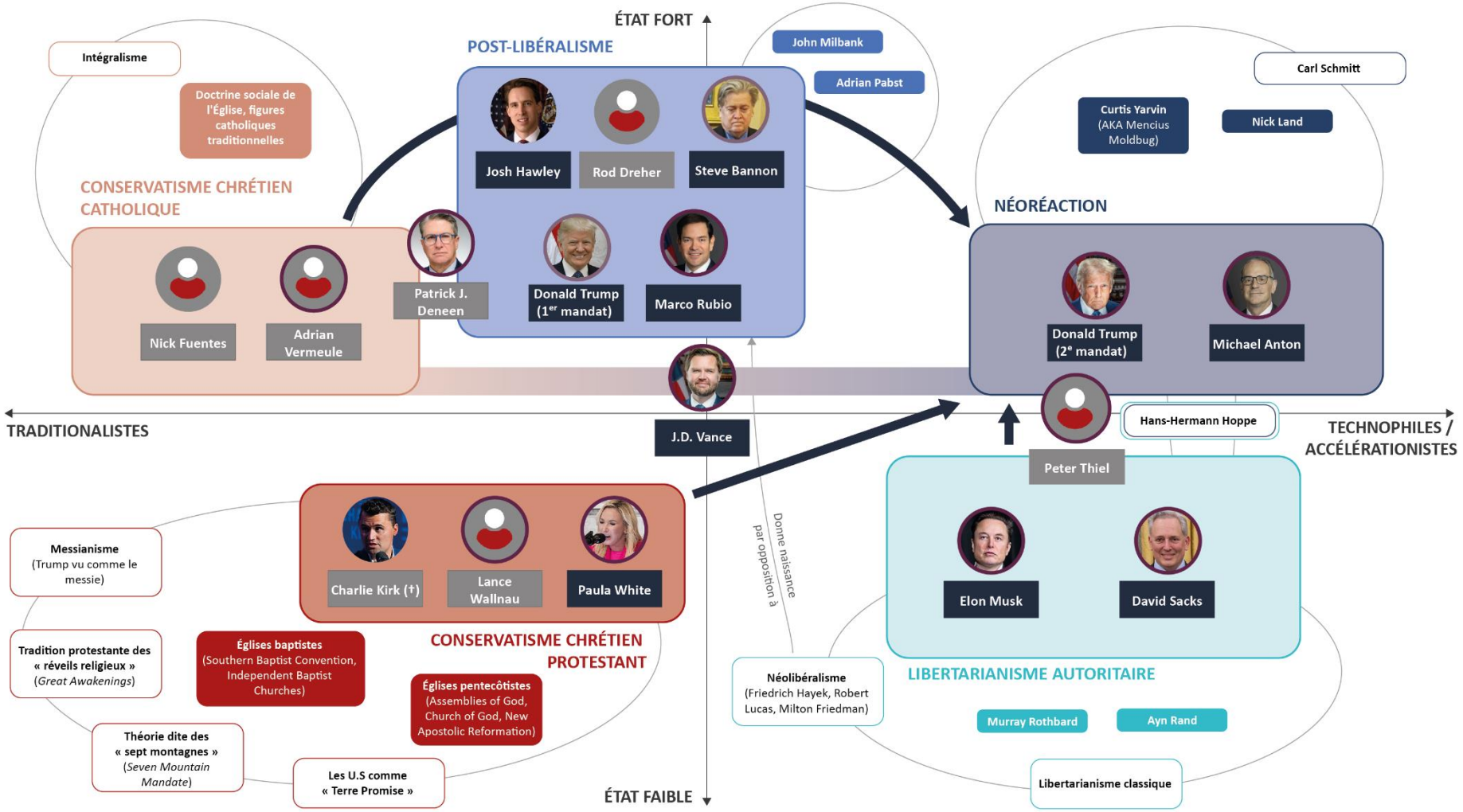
Loin de constituer un bloc homogène, ces mouvances idéologiques se distinguent par l'entrelacement de quatre écoles de pensées dont les frontières, à la fois floues et évolutives, se redéfinissent en permanence au sein du Parti républicain : la néoréaction, le libertarianisme autoritaire, le post-libéralisme et le conservatisme chrétien. Ces courants se sont en effet constitués dans un contexte de recomposition idéologique marqué par deux événements politiques majeurs – événements qui apparaissent comme des jalons essentiels de la formation du paysage républicain actuel. Le premier, l'élection de Barack Obama en 2008 qui inaugure la restructuration du Parti républicain et favorise l'émergence d'un national-populisme inspiré des modèles européens[2]. Ce courant est ensuite incarné par l'accession au pouvoir de Donald Trump, marqué par une campagne anti-élitiste et le vote massif des classes populaires blanches de la Rust Belt[3]. Rompant avec la ligne traditionnelle républicaine fondée sur la promotion du libre-échange, le désinvestissement de l'État, et la baisse des dépenses publiques, D. Trump, se hisse en 2016 à la Maison-Blanche porté par la mouvance au sein du Parti républicain dite post-libérale. Second événement, la prise du Capitole en janvier 2021[4] qui accélère la recomposition idéologique du Parti Républicain sous la présidence de Joe Biden et fait émerger des courants conservateurs se caractérisant par un retour à des visions élitistes et hiérarchiques de l'ordre politique, à l'instar de la néoréaction et du libertarianisme autoritaire. Le conservatisme chrétien, bien que solidement implanté dès le premier mandat de D. Trump, se voit conforter et pénétrer toutes les strates du parti Républicain.

[2] Naves M-C (2015), Le nouveau visage des droites américaines. Les obsessions morales raciales et fiscales des Etats-Unis », Edition Fyp

[3] La ceinture de la rouille s'étend sur quatre États depuis l'ouest de l'État de New York à l'est de l'Iowa en passant par la Pennsylvanie et le Michigan. Elle connaît une diminution de l'activité économique et une baisse de sa démographie depuis les années 1950, et est en proie à un chômage de masse depuis les années 1970.

[4] L'assaut du Capitole, siège du Congrès américain situé à Washington, a eu lieu le 6 janvier 2021. Des partisans de Donald Trump se sont rassemblés pour contester la victoire de Joe Biden. L'émeute, encouragée par l'ex-président, a causé cinq morts, dont un policier.

Cartographie des courants idéologiques au sein du Parti républicain (1/2)



Écoles de pensée

Personnes ou mouvements ayant influencé les courants idéologiques autour du Parti républicain et des administrations Trump

Principaux courants idéologiques au sein du Parti républicain et des administrations Trump

Continuum idéologique

Nom — Principales personnalités influentes au sein des administrations Trump

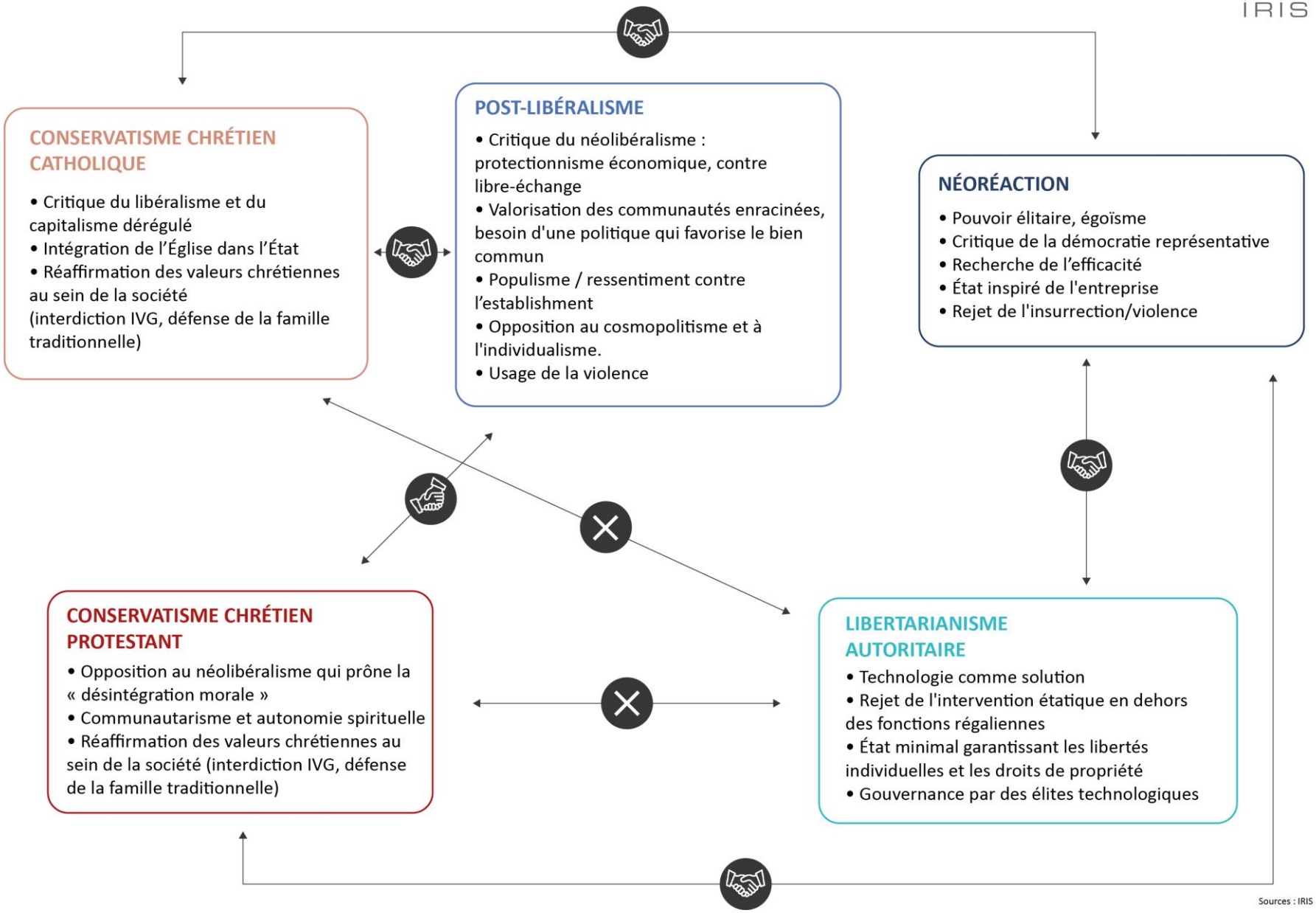
Nom — Principales autres personnalités influentes sur la scène politique états-unienne

Personnalités actives sous Trump I

Personnalités actives sous Trump II

Sources : IRIS

Cartographie des courants idéologiques au sein du Parti républicain (2/2)



Sources : IRIS

LA NÉORÉACTION, UNE CONCEPTION ENTREPRENEURIALE DE L'ÉTAT

Le *Dark Enlightenment* théorisé par Nick Land[5] dans un ouvrage éponyme (2022), constitue le socle intellectuel de la néoréaction[6]. Il s'oppose frontalement à l'héritage des Lumières classiques, qui ont fondé la modernité politique sur trois piliers : égalité entre les hommes, démocratie représentative et universalité des droits. Pour Land, ces principes sont responsables du déclin civilisationnel : la démocratie engendre l'inefficacité, l'égalitarisme favorise la médiocrité et l'universalisme détruit les identités enracinées. À cette critique, Land oppose une synthèse entre rationalité technocratique et tradition pré-démocratique, valorisant ordre, hiérarchie et continuité. Il prône un système où les élites – ingénieurs, entrepreneurs, techniciens – détiennent le pouvoir, non par le suffrage universel mais par la compétence et la performance. Des résonances à l'œuvre de Carl Schmitt se font entendre à travers notamment sa critique du libéralisme, transposée dans une perspective techno-élitiste.

En parallèle, Curtis Yarvin reprend ces idées pour formuler la néoréaction (NRx) qui émerge progressivement au milieu des années 2000-10 dans l'écosystème de la Silicon Valley, au croisement des forums en ligne et des réseaux d'ingénieurs et d'investisseurs. Curtis Yarvin, en est le principal théoricien. Connu sous le pseudonyme *Mencius Moldbug*, il est un développeur américain et auteur du blog *Unqualified Reservations* dans lequel il publie en 2007 *A Formalist Manifesto*, un texte qui constituera par la suite, le socle de cette doctrine. Selon lui, « le principal problème des affaires humaines est la violence »[7] et celle-ci est générée par la démocratie représentative, vue comme une source permanente d'instabilité, de violences symbolique et institutionnelle. Pour remédier à cette « guerre symbolique » sans fin entre factions, il défend dans une logique électorale, une « révolution conservatrice par le haut ». Afin que la transition s'opère sans chaos, C. Yarvin propose de convertir les élites à une vision néoréactionnaire, sans pour autant mobiliser les masses. Le penseur de la néoréaction rejette toute forme d'insurrection, c'est pourquoi il a ouvertement critiqué la prise du Capitole, le 6 janvier 2021, qu'il qualifie « d'erreur tactique »[8] et même d'une » manifestation

[5] Philosophe britannique, théoricien de l'« accélérationnisme » — doctrine qui propose d'accélérer les dynamiques du capitalisme et de la technologie pour provoquer une transformation radicale de la société — et du *Dark Enlightenment*, il rejette la démocratie et prône des hiérarchies technocratiques.

[6] A ce sujet voir, Miranda A., (2026), *Les Lumières sombres. Comprendre la pensée néoréactionnaire*, Gallimard/Le Grand Continent

[7] *A Formalist Manifesto*, 2007, Mencius Moldbug, Disponible sur : *https://www.unqualified-reservations.org/2007/04/formalist-manifesto-originally-posted/*

[8] Curtis Yarvin : le grand entretien avec l'intellectuel organique de la contre-révolution trumpiste (première partie), *Le Grand Continent*, disponible sur : https://legrandcontinent.eu/fr/2025/04/05/curtis-yarvin-grand-entretien-1/

de l'irrationalité populiste »[9]. Cette stratégie élitiste se distingue radicalement des populismes d'extrême droites européennes qui reposent sur une logique majoritaire, s'opposant frontalement aux élites et pouvant prôner la brutalité comme instrument de rupture. Pour Curtis Yarvin, la stratégie de conquête du pouvoir ne doit pas reposer sur la violence insurrectionnelle mais sur une appropriation progressive des institutions par des élites acquises à la rationalité managériale. Ainsi désigne-t-il par « formalisme » la codification du pouvoir, conçu comme une propriété clairement définie et administrée selon des principes d'efficacité inspirés du management et des sciences économiques. Cette logique repose sur une double dynamique : d'une part, rationaliser le pouvoir en l'assimilant à une ressource gérée selon des critères managériaux et des calculs coût-bénéfice ; d'autre part, fragmenter son exercice en le transférant à des structures privées et marchandes, au détriment des formes classiques de représentation politique. L'objectif central des partisans de la néoréaction est en réalité de substituer à la souveraineté populaire une gouvernance technocratique calquée sur le modèle de l'entreprise, où l'État devient un actif stratégique dont il faut préserver la stabilité et maximiser la performance. Dans cette perspective, l'État est assimilé à une société dirigée par un PDG doté d'une autorité absolue et d'un mandat explicite. Cette conception se manifeste dans la référence de Yarvin à Donald Trump, qu'il présente comme « l'héritier d'une tradition monarchique américaine inaugurée par Franklin D. Roosevelt »[10] : selon lui, D. Trump aurait « repris la couronne »[11], rétablissant un pouvoir exécutif fort dont « le trône » [12] était vacant depuis 1945. Cette nostalgie pour la période 1933-1945, considérée comme un idéal de gouvernance, traduit la volonté néoréactionnaire de restaurer une autorité quasi monarchique en rupture avec le modèle démocratique contemporain. Plus encore, C. Yarvin illustre cette vision avec le tandem Trump-Musk, qu'il compare à une « diarchie » transposant la structure des grandes entreprises à la politique, avec un partage du pouvoir entre un CEO (*Chief Executive Officer*) et un CTO (*Chief Technology Officer*). Selon lui, les dirigeants les plus compétents devraient occuper le sommet de l'État : il considère à ce titre le Manhattan Project[13] comme un modèle d'efficacité et voit dans la gestion d'OpenAI un modèle d'efficacité[14] . Cette approche se traduit concrètement par des projets tels que le RAGE (*Retire All Government Employees*) et le DOGE (*Department of*

[9] *Ibid*., Curtis Yarvin : le grand entretien avec l'intellectuel organique de la contre-révolution trumpiste (première partie), *Le Grand Continent*

[10] Curtis Yarvin : la monarchie et Donald Trump (2ème partie de l'entretien fleuve), Le Grand continent, disponible sur :https://legrandcontinent.eu/fr/2025/04/12/curtis-yarvin-grand-entretien-2/

[11] Curtis Yarvin : le grand entretien avec l'intellectuel organique de la contre-révolution trumpiste (première partie), *Le Grand Continent*, disponible sur : https://legrandcontinent.eu/fr/2025/04/05/curtis-yarvin-grand-entretien-1/

[12] *Ibid*., Curtis Yarvin : le grand entretien avec l'intellectuel organique de la contre-révolution trumpiste

[13] *Ibid*., Curtis Yarvin : le grand entretien avec l'intellectuel organique de la contre-révolution trumpiste

[14] *Ibid*., Curtis Yarvin : le grand entretien avec l'intellectuel organique de la contre-révolution trumpiste

Government Efficiency), visant à « purger » la bureaucratie et instaurer une gouvernance inspirée des entreprises de la tech.

LE LIBERTARIANISME AUTORITAIRE OU LE TECHNO-LIBERTARIANISME : LA PROMESSE D'UNE LIBERTÉ SOUS CONTRÔLE

Le libertarianisme autoritaire, ou « techno-libertarianisme », puise ses racines dans le bouillonnement intellectuel et entrepreneurial des années 1990, nourri par des références culturelles comme *The Matrix*, qui invite à « sortir du cadre » imposé par l'État et l'illusion démocratique, en se méfiant des masses. Fréquemment associé aux élites de la Silicon Valley, ce courant voit dans la disruption technologique un moteur de croissance et un levier de transformation institutionnelle. Proche de la néoréaction par son rejet de la démocratie représentative et sa valorisation d'une gouvernance élitiste, il aspire à un État dirigé comme une entreprise par une minorité de décideurs économiques et technologiques. Toutefois, à la différence de la néoréaction, il conserve une attache normative à la liberté individuelle, au droit de propriété et à la logique de marché, qui demeurent ses principaux critères de légitimité politique[15].

Le techno-libertarianisme se situe en effet dans le prolongement intellectuel du libertarianisme classique d'Ayn Rand, philosophe d'origine russe réfugiée aux États-Unis, qui dans son phare roman, *La Grève* (1957), hisse la primauté de la raison individuelle, l'égoïsme rationnel et le capitalisme de laissez-faire comme horizon ultime de l'humanité. Son concept d'« objectivisme » repose sur l'idée que la réalité objective peut être perçue par la raison humaine et chaque individu a le droit de poursuivre son propre bonheur et d'échapper à « la doctrine selon laquelle la culpabilité est consubstantielle à la vie ». Fondamentalement égoïste et élitiste, l'approche randienne a été reprise et développée par les économistes néolibéraux tels que Robert Lucas et Milton Friedman, qui ont placé la rationalité économique et l'individualisme comme fondements de la gouvernance d'un État minimal. La dérégulation, la privatisation et la souveraineté des marchés sont présentées comme des conditions nécessaires à la liberté individuelle, l'allocation optimale des ressources, la compétitivité des prix et la dynamique d'innovation. Dans *Capitalism and Freedom* (1962), M. Friedman défend l'idée que toute intervention étatique perturbe les signaux du marché et restreint la liberté des agents économiques. Avec sa théorie des anticipations rationnelles, R. Lucas justifie quant

[15] La démocratie sous pression : comment la Silicon Valley redéfinit le pouvoir américain, www.larevuedemos.com, Disponible sur : https://www.larevuedemos.com/la-democratie-sous-pression-comment-la-silicon-valley-redefinit-le-pouvoir-americain/

à lui la neutralité des politiques publiques face aux cycles économiques, considérant que les marchés corrigent eux-mêmes les déséquilibres. Dans cette logique, les partisans du libertarianisme autoritaire conçoivent l'État comme un garant minimal chargé de maintenir l'ordre – respect des droits de propriété – et d'assurer un marché entièrement régi par les mécanismes d'ajustement spontanés entre l'offre et la demande. Le marché est ainsi conçu comme un révélateur des inégalités « naturelles » inhérentes aux sociétés, une idée qui rejoint celle du prix de la banque de Suède, Friedrich Hayek[16], selon laquelle ces mêmes inégalités sont légitimes et nécessaires au fonctionnement de « l'ordre spontané du marché ». L'économiste Murray Rothbard radicalise par la suite les principes néolibéraux dans *For a New Liberty: The Libertarian Manifesto* (1973), où il prône la disparition quasi totale du pouvoir régalien.

Dans le techno-libertarianisme porté par Peter Thiel, Elon Musk, Marc Andreessen[17] ou encore David Sacks[18] et véhiculé par des *think tanks* comme le Cato Institute ou la Reason Foundation, les infrastructures stratégiques et les innovations sont confiées aux acteurs privés, considérés comme plus efficaces et légitimes que les institutions publiques. Cette logique de disruption appliquée à l'État repose sur un processus en cinq étapes développées et appliquées par Elon Musk : rendre les exigences moins absurdes, supprimer les éléments ou procédures inutiles, simplifier et optimiser la conception, accélérer le cycle de production, puis automatiser[19]. Ce modèle, initialement pensé pour l'ingénierie, s'impose désormais à l'administration : il s'agit de rationaliser, de supprimer les intermédiaires, d'accélérer et d'automatiser les processus. La promesse d'efficacité ne relève pas uniquement d'une simple optimisation technique ; elle traduit ce qu'Evgeny Morozov qualifie de « technosolutionnisme » (2013*)*, c'est-à-dire la croyance que la technologie peut résoudre des problèmes intrinsèquement sociaux ou politiques. Dans cette perspective, la gouvernance est conçue comme un problème d'ingénierie et non comme un espace de délibération démocratique. Les adeptes du libertarianisme autoritaire croient la technologie capable de repousser toutes les limites, qu'elles soient économiques, sociales ou physiques. Ce paradigme trouve ses racines dans

[16] Economiste de l'école autrichienne, Hayek défend son principal ouvrage, *La Route de la servitude* (1944), un État minimal garant de la loi et de l'ordre et critique toute planification économique, voyant le marché comme un ordre spontané.

[17] Entrepreneur et investisseur de la Silicon Valley, ses prises de position techno libérales sont exposé dans *The Techno-Optimist Manifesto*, manifeste dans lequel Marc Andreessen défend l'idée que la technologie, sans contraintes est la clé du progrès, de la richesse et du bonheur.

[18] David Sacks prone des idées techno-libertariennes, anti-régulation et « anti-woke », mêlant défense du capitalisme technologique, critique de l'État fédéral et positions conservatrices sur la politique étrangère. Sa nomination comme « tsar de l'IA et des cryptos » dans l'administration Trump illustre le rapprochement entre la droite républicaine et la Silicon Valley. Son podcast *All-In* (avec Chamath Palihapitiya, Jason Calacanis et David Friedberg) est devenu une plateforme où il mêle discussions sur l'innovation, l'économie, la liberté d'expression et la politique étrangère, touchant des millions d'auditeurs.

[19] Cette méthode en cinq étapes appliquées par Elon Musk est son concept appelé « The Algorithm », décrit dans plusieurs interviews et dans la biographie de Walter Isaacson (*Elon Musk*, 2023). Cette approche est utilisée chez SpaceX et Tesla pour améliorer la conception et la production.

l'imaginaire fondateur des États-Unis, marqué par la conquête du « front pionnier » et le dépassement des limites grâce à l'innovation. La première révolution industrielle et le développement du chemin de fer incarnaient ce mouvement ; aujourd'hui, cette mythologie se transpose dans la conquête de Mars et la quête de souveraineté numérique en lien avec le développement de l'intelligence artificielle (IA).

LE POST-LIBÉRALISME OU LE NATIONAL-CONSERVATISME : IDENTITÉ, DIGNITÉ, VIOLENCE

Critique du libéralisme classique et du néolibéralisme, accusés d'avoir fragilisé la cohésion sociale et les institutions traditionnelles, le post-libéralisme émerge initialement au Royaume-Uni sous l'impulsion de penseurs tels que John Milbank, Adrian Pabst et Phillip Blond, avant d'être importé aux États-Unis par des auteurs comme Patrick Deneen et Rod Dreher, éditorialiste du mensuel *The American Conservative*. Ce courant trouve un écho particulier durant la première mandature de Donald Trump, dont le populisme s'appuie sur une vision binaire de la société américaine opposant d'un côté, les producteurs – classes moyennes et ouvrières frappées par la crise économique –, à une élite cosmopolite alliée à des « parasites non-méritants », qu'il associe aux bénéficiaires du système social et aux milieux financiers improductifs[20]. En rompant avec l'image élitiste du Parti républicain, le post-libéralisme promut par D. Trump séduit alors un électorat ouvrier blanc que le parti avait progressivement perdu, notamment depuis la candidature de Mitt Romney en 2012, perçu comme le « candidat des riches »[21]. Cette rhétorique anti-globaliste, la remise en cause des institutions internationales et la valorisation des communautés enracinées ont donné une légitimité nouvelle aux idées post-libérales, qui se présentent comme une alternative au libéralisme dominant et à la mondialisation.

Conçu à l'origine comme un projet transpartisan visant à dépasser les clivages traditionnels pour restaurer le « bien commun », il tend, en traversant l'Atlantique, à se rapprocher des conservateurs religieux, notamment par son attachement à la famille, la religion et aux communautés locales[22]. Cette orientation se traduit par l'influence croissante sur certains responsables politiques républicains, tels que J.D. Vance, ainsi que les sénateurs Josh Hawley et Marco Rubio, qui en reprennent les thèmes dans leurs discours : critique de l'individualisme

[20] Romain Huret, « Le mouvement Tea Party, une illusion ? », *Outre-Terre*, n° 37, 2013/3, 67-75, 68.
[21] Eric J. Dionne Jr., *Why the Right Went Wrong : Conservatism – From Goldwater to The Tea Party and B Beyond by Senior Fellow E J Dionne (2016-01-19)*
[22] Par « local », nous entend ici comme les populations enracinées dans la société majoritaire, et non en référence aux populations autochtones, auxquelles il accorde peu d'attention.

libéral, valorisation des solidarités organiques et promotion d'un État fort au service des valeurs communes.

À la différence des courants néoréactionnaire et du techno-libertarianisme, qui s'adressent principalement aux élites technologiques de la Silicon Valley, le post-libéralisme – souvent associé au national-conservatisme – séduit la classe ouvrière blanche des régions du centre des États-Unis, qui se sent mise à l'écart. Depuis les crises des années 1930 jusqu'à celle du Covid-19 en passant par la désindustrialisation des années 1970 et le choc économique post-2008, ces « oubliés de l'Amérique » constituent le socle sur lequel Donald Trump a bâti sa popularité et son électorat en 2016. La réalité vécue de cette classe ouvrière blanche est décrite par J.D. Vance dans son ouvrage autobiographique *Hillbilly Elegy: A Memoir of a Family and Culture in Crisis* (2016), devenu un best-seller propulsant sa carrière politique. Le terme *hillbilly*[23], qui désigne ces Américains ruraux blancs, apparaît pour la première fois en 1900 dans le *New York Journal* qui le définit comme « un citoyen blanc habitant l'Alabama, vivant dans les collines, sans entraves et sans ressources, s'habillant comme il peut, parlant comme il lui plaît, buvant du whiskey quand il en a et dégainant son revolver quand l'envie lui en prend »[24]. Le stéréotype du *hillbilly* a été largement popularisé par la littérature et le cinéma, tantôt pour dénoncer la crise sociale et culturelle vécue par une partie de l'Amérique, tantôt pour s'en moquer. La figure du *hillbilly* est vulgarisée par le roman de John Steinbeck, *Les Raisins de la colère* (1939), qui met en scène un migrant pauvre du Midwest pour illustrer la détresse des classes rurales face à la Grande Dépression et l'exode vers l'Ouest. À partir des années 1970, l'ouverture des marchés et la délocalisation des industries entraînent la fermeture des mines et des usines manufacturières, notamment textiles, dans les Appalaches et le Midwest. Cette désindustrialisation est à l'origine d'un déclin économique majeur des populations rurales blanches et contribue à leur marginalisation. Le cinéma s'empare du sujet et réhabilite la figure du *hillbilly* pour souligner la fracture de plus en profonde entre une Amérique intégrée à la modernité et une autre restée en marge des centres économiques, des emplois qualifiés et des infrastructures modernes (télévision, Internet). Dans *Délivrance* (1972), John Boorman choisit de mettre en scène cette dualité avec un jeune garçon muet et déformé par la consanguinité jouant du banjo face à un citadin avec sa guitare en quête d'aventure. Le joueur de banjo inspirera par ailleurs au créateur des *Simpsons*, Matt Groening, le personnage de Cletus Spuckler, figeant ainsi le stéréotype du *hillbilly* dans la culture

[23] Le personnage du *hillbilly*, également connu sous le nom de *redneck*», soit un « plouc » – littéralement « cou rouge », en référence aux travailleurs manuels exposés au soleil, par opposition aux « cols blancs » protégés dans leurs bureaux –, resurgit dans la culture populaire.
[24] Harkins, *Hillbilly: A Cultural History of an American Icon*, 2004.

populaire avec son accent rural, son mode de vie archaïque et sa défiance envers les normes sociales.

Contrairement aux néoréactionnaires et aux techno-libertariens, les conservateurs ne rejettent pas l'usage de la violence comme mode d'action légitime. On le voit notamment dans *Délivrance*, où l'opposition entre l'élite citadine et la ruralité pauvre plonge les personnages dans la brutalité, mettant en lumière la fragilité du vernis civilisé. Cette dérive vers la violence résonne avec les tensions politiques contemporaines, dont la prise du Capitole en 2021 en est probablement la manifestation la plus importante. Dans un entretien accordé à *The American Conservative* intitulé « Trump: Tribune Of Poor White People »[25], J. D. Vance montre comment cette classe ouvrière blanche a été délaissée, d'un côté par les démocrates, qui adoptent une posture condescendante en proposant des aides sociales que ces communautés refusent par fierté et attachement à leur autonomie, et de l'autre, par les républicains qui privilégient des politiques économiques abstraites – réduction des impôts, libre-échange, etc. – dont les effets restent invisibles dans la vie quotidienne de ces électeurs. Ce double désengagement nourrit un profond ressentiment contre l'*establishment*, qui selon lui explique l'attrait pour des figures populistes comme Donald Trump, perçu comme un porte-voix de leur colère et de leur dignité. Dans cette perspective, le discours national-conservateur s'articule autour d'une défense de « l'identité nationale et culturelle », conçue comme un rempart contre les effets déstabilisateurs de la mondialisation et l'influence supposée d'un *deep state* hostile aux valeurs traditionnelles. Le slogan « Make America Great Again » illustre cette logique : il réactive une mémoire idéalisée d'un âge d'or national[26] et résonne particulièrement auprès des communautés rurales et ouvrières qui interprètent l'immigration et la promotion de la diversité culturelle comme une menace directe à leur statut et à leur conception du « vrai Américain ». Cette perception nourrit une opposition frontale aux minorités et aux

[25] « Trump: Tribune Of Poor White People », 22 juillet 2016, *The American Conservative,* Disponible sur *https://www.theamericanconservative.com/trump-us-politics-poor-whites/*

[26] Derrière l'idée « d'Age d'or américain » se cache une pluralité d'imaginaires historiques propres aux différents courants conservateurs américains. Ces références ne renvoient pas toutes à la même période. Les techno-libertariens s'inspirent de la conquête de l'Ouest, symbole d'autonomie individuelle, d'innovation industrielles, d'expansion sans entraves étatique tandis que les conservateurs chrétiens idéalisent l'Amérique des années 1950, perçue comme l'apogée des valeurs familiales, religieuses et communautaires, avant la révolution culturelle des années 1960. Les néoconservateurs, quant à eux, se réfèrent à la période de leadership mondial des États-Unis après la Seconde Guerre mondiale, marquée par la puissance militaire, la Pax Americana et la diffusion des principes démocratiques libéraux à l'échelle internationale. Enfin, les néoréactionnaires fantasment un retour à des formes d'autorités hiérarchiques, combinant nostalgie monarchique et vision technocratique futuriste.

mouvements progressistes, notamment ceux qualifiés de *woke*, accusés de déconstruire les fondements symboliques de la nation.

Dans ce cadre, le post-libéralisme tel que formulé par Patrick Deneen dans *Why Liberalism Failed* (2018) ou Adrian Vermeule dans *Common Good Constitutionalism* (2022), se présente comme une critique radicale du libéralisme classique, jugé incapable de préserver les conditions de la cohésion sociale. Ce courant politique milite pour la réaffirmation des institutions considérées comme garantes de la continuité civilisationnelle – famille, religion et associations locales. Cette orientation rapproche les post-libéraux des conservateurs catholiques, avec lesquels ils partagent une vision normative de l'ordre social fondée sur la primauté des valeurs communautaires et la préservation des structures traditionnelles. Cela traduit une volonté de réinscrire la politique dans une logique de « bien commun » opposée à l'individualisme libéral, en réhabilitant des formes d'autorité et de hiérarchie jugées indispensables à la stabilité collective.

LE CONSERVATISME CHRÉTIEN : DES CATHOLIQUES POST-LIBÉRAUX AUX PROTESTANTS CONSERVATEURS

Le conservatisme chrétien radical désigne une coalition religieuse plurielle unie par des valeurs morales conservatrices et une opposition au libéralisme culturel. Majoritairement porté par les protestants évangéliques, il inclut également des catholiques traditionalistes, à l'instar du Vice-président J.D. Vance. Sous le terme « évangélique » se regroupent divers courants protestants conservateurs, dont les baptistes (*Southern Baptist Convention*, *Independent Baptist Churches*) et certains pentecôtistes (*Assemblies of God*, *Church of God*, *New Apostolic Reformation*) avec des *leaders* influents comme Paula White, pasteure chrétienne évangélique devenue conseillère principale du Bureau de la Foi de la Maison-Blanche ou Lance Wallnau, prédicateur et télévangéliste texan.

Catholiques et protestants se rejoignent sur leur volonté de rompre avec le libéralisme individualiste à l'origine de dérives économiques et de ce qu'ils appellent la « désintégration morale ». En effet, les conservateurs religieux américains s'opposent à la vision libertarienne et au progressisme culturel qu'ils associent à l'individualisme radical, à la liberté absolue de disposer de son corps, à la légalisation de l'avortement et à la diffusion de la théorie du genre, autant de menaces pour l'ordre divin et la stabilité morale de la société. En réponse, ils prônent la restauration d'une « loi morale » inspirée de la Bible et la réaffirmation de la famille traditionnelle comme socle de la communauté nationale. Cette orientation s'accompagne

d'un appel à un État fort, orienté vers le bien commun, capable de protéger les institutions fondamentales et de résister aux dérives culturelles – en particulier le wokisme – jugées destructrices. Dans cette logique, les chrétiens conservateurs n'hésitent pas à promouvoir des politiques telles que le *school choice* et le *homeschooling*, c'est-à-dire l'école à la maison, afin de soustraire les enfants à l'influence des programmes scolaires considérés comme progressistes et contraires aux valeurs religieuses[27].

Si les conservateurs religieux convergent autour d'un objectif commun, à savoir reconstruire un ordre social fondé sur la solidarité, la hiérarchie et la transcendance, des différences sensibles subsistent entre les catholiques, qui se rapprochent des post-libéraux, et les protestants des conservateurs. Les post-libéraux catholiques entendent en effet repenser l'ordre politique et économique en critiquant le marché dérégulé et le capitalisme financier conformément à la doctrine sociale de l'Église qui condamne la spéculation et l'atomisation sociale[28]. Comme le souligne Patrick Deneen, « Le libéralisme a échoué parce qu'il a détruit les structures qui rendaient la liberté possible : la famille, la communauté, la religion » [29]. Ainsi ces militants catholiques défendent-ils un ordre hiérarchique et sacramentel marqué par l'allégeance à une autorité religieuse universelle, le Vatican, et acceptent l'idée d'un État fort orienté vers le bien commun, capable de réguler l'économie et de protéger les institutions fondamentales.

À l'inverse, les conservateurs protestants évangéliques se concentrent principalement sur l'ordre moral et la liberté religieuse sans toutefois remettre en cause les orientations économiques néolibérales qui valorisent l'individu et la responsabilité personnelle. Le courant évangélique insiste en effet sur la nécessité d'une expérience religieuse intime et transformative. Plus particulièrement, il repose sur le principe de la conversion personnelle (*born again*), considérée comme un acte volontaire et émotionnel qui marque une rupture avec la vie antérieure et inaugure une relation directe avec Dieu. Cela s'explique par l'héritage théologique du protestantisme, qui rejette l'intermédiation cléricale et accorde une place centrale au choix individuel : la foi n'est pas conçue comme une appartenance collective imposée, mais comme une décision volontaire engageant la responsabilité personnelle devant Dieu. Ce principe, hérité de Luther et Calvin, a façonné une culture religieuse où l'autonomie spirituelle se conjugue à une valorisation de l'individu, éclairant la compatibilité entre

[27] Voir l'article de *l'Heritage Fondation* à « School Choice Revolution Helps Homeschoolers » qui plaide pour une généralisation des politiques du type *school choice* et *homeschooling* afin de « briser le monopole éducatif public et renforcer la liberté parentale ». Pour plus d'informations : https://www.heritage.org/education/commentary/school-choice-revolution-helps-homeschoolers-too

[28] Catta, G. (2024). La doctrine sociale de l'Église comme théologie. Revue d'éthique et de théologie morale, 321(1), 115-128. https://doi.org/10.3917/retm.3232.0115.

[29] Patrick Deneen, *Why Liberalism Failed*, 2018

évangélisme et néolibéralisme économique. Historiquement, l'évangélisme puise ses racines dans la tradition protestante des « réveils religieux » (*Great Awakenings*) venus du Royaume-Uni et qui ont marqué la culture protestante américaine. Les premiers colons puritains, arrivés au XVII^{e} siècle, envisageaient leur migration sur ce qui allait devenir les États-Unis d'Amérique comme une mission divine. John Winthrop, gouverneur de la colonie de Massachusetts, parlait d'une « cité sur la colline » (*city upon a hill*), une référence biblique (*Matthieu 5:14*) pour signifier que la toute récente société américaine devait être un modèle chrétien pour le monde. C'est sur cette croyance que se fonde l'exceptionnalisme américain : les États-Unis sont choisis par Dieu pour accomplir un dessein particulier. Cette thématique biblique de la « Terre promise », héritière de ce puritanisme colonial, rejette donc les élites libérales et fait de la religion le fondement de l'ordre social. Revendiquant les « fondamentaux » de la foi chrétienne – autorité biblique, conversion personnelle, morale stricte –, les conservateurs protestants se sont structurés autour d'églises évangéliques et de réseaux militants. Ils sont particulièrement implantés dans le Sud et le Midwest où ils ont façonné une identité politique et culturelle conservatrice, influençant durablement les débats sur la famille, l'éducation et la place de la religion dans la sphère publique. À ce titre, les évangéliques privilégient une dynamique militante et électorale de type *bottom-up* : selon Jerry Falwell, « l'idée que religion et politique ne se mélangent pas a été inventée par le Diable pour empêcher les chrétiens de diriger leur propre pays ». Méfiants envers l'État fédéral perçu comme une menace pour la liberté religieuse, ils préfèrent un État minimal, sauf lorsqu'il s'agit d'imposer des normes morales uniformes – interdiction de l'avortement, défense du mariage homosexuel, etc. Le prédicateur évangélique Lance Wallnau affirme que pour « restaurer l'ordre divin » et préparer le retour du Christ, les chrétiens doivent prendre le contrôle des sept sphères d'influence de la société, à savoir gouvernement, éducation, média, arts et divertissement, religion, famille, et économie. Cette théorie dite des « sept montagnes » (*Seven Mountain Mandate*) confère à l'action politique et culturelle une dimension eschatologique : la conquête de ces « montagnes » devient une mission spirituelle pour rétablir la loi morale chrétienne et contrer l'agenda progressiste.

Le mandat de Donald Trump s'inscrit dans une logique quasi-messianique : il est présenté par certains *leaders* évangéliques comme un instrument choisi par Dieu pour défendre la nation chrétienne. Lance Wallnau le qualifie de « Cyrus moderne » en référence au roi biblique qui libéra le peuple d'Israël, soulignant que D. Trump, malgré ses imperfections, accomplit une mission divine. Dans cette perspective, le slogan « Make America Great Again » ne se limite pas à une promesse politique ; il devient, pour ces courants, un appel spirituel à restaurer la grandeur morale et religieuse de la nation, en réaffirmant son rôle providentiel dans l'Histoire.

L'expertise stratégique en toute indépendance

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.